



La lettre mensuelle

MARS 2009

du comité **ATTAC-54**

POMPEY 1986 - KLÉBER 2009

Le capital prédateur : les fermetures d'entreprises sont elles une fatalité ?

Comprendre la société et agir sur son évolution est indispensable, car nous pensons qu'un autre monde est à construire. Ainsi, le débat organisé par Attac 54 au Forum Social Local 2009 proposait d'analyser un fait de société actuel : les fermetures d'entreprises et de sites de production, les licenciements massifs. Quelles alternatives, quels choix de société cela implique-t-il ? Pour tenter de comprendre les mécanismes et les enjeux de ce fait de société, nous avons invité deux syndicalistes : Guy Pernin, de Kléber-Toul, et Gérard Varinot, retraité des Aciéries de Pompey, fermées en 1988.

Des activités spécialisées et rentables

Les aciéries de Pompey constituaient une entreprise autonome présentant une multitude de productions très spécifiques. On y produisait plus de nuances d'acier qu'il y a de jours dans l'année, des « aciers spéciaux » aux propriétés variables adaptées aux multiples besoins des acheteurs. Pompey était à la pointe. Elle disposait de matériels très récents et d'un département de développement très actif mettant au point de nombreux procédés brevetés.

Production également très spécialisée et variée chez Kléber (pneus et réservoirs d'avion, pneus agraires et kevlar, tissus zodiac, gants de protection...), une entreprise du groupe Michelin, avec un département Recherche et Développement très actif et une grande capacité d'adaptation à de nouvelles demandes. Aujourd'hui encore, les méthodes et les savoir-faire de l'usine de Toul permettraient une activité rentable et même plus productive que les autres sites Michelin.

Rachat stratégique par un gros concurrent et dépeçage progressif

Dès les années 1970, alors que plusieurs mines de fer de Lorraine ont déjà fermé, l'Europe (la CECA) estime sa production d'acier en surcapacité et tient à la res-

tructurer.

En France, la Société des Aciéries de Pompey est regroupée avec d'autres usines au sein de Sacilor, puis nationalisée fin 1981. La nationalisation est approuvée par les syndicats et très bien vue par les salariés : elle permet notamment aux personnels « volants » d'acquiescer un emploi stable. Cependant cette nationalisation sert rapidement à l'Etat (changement de cap du PS) à organiser la restructuration (la casse) de la production d'acier sur la mer (vers Fos et Dunkerque), dans l'optique d'utilisation de minerais plus riches en fer venus de l'étranger (notamment de Mauritanie). Cette restructuration touche le site de Pompey, même si le plan européen n'incluait pas au départ les aciers spéciaux. En Allemagne, par exemple, la production de machines-outils a été sauvegardée et contribue encore aux fortes exportations du pays. Pompey est finalement fermé en 1988.

L'immixtion de Michelin dans le capital et dans les instances de décision de Kléber, depuis 1962, pousse à de mauvais choix de gestion et amène l'entreprise au bord du dépôt de bilan en 1981. Puis il y eut le rachat complet par Michelin, surtout dans un but protectionniste face à l'arrivée de Japonais cherchant une opportunité européenne et qui ont dû se rabattre sur Dunlop. Depuis lors, les installations de Kléber-Industrie et Kléber-Pneus se virent progressivement fermées ou revendues au profit des autres sites Michelin.

Stratégie de récupération d'argent public

Les maîtres de forges ont largement bénéficié des aides de l'Etat, puis des conditions de la nationalisation de la sidérurgie lorraine. Par la suite, l'Etat a également pris à sa charge la restructuration avant de reprivatiser la sidérurgie française.

Michelin a également bénéficié d'aides à l'investissement de la part de collectivités, avant de fermer des usines (sans réaliser les investissements prévus au

départ). Une seule fois, les représentants du personnel, pour une fois prévenus, ont pu empêcher le versement de subventions départementales et régionales.

Politique délibérée de contre-productivité des usines pour accélérer leur fermeture

A Pompey, la restructuration a duré plusieurs années, pendant lesquelles les syndicats se sont efforcés de maintenir l'outil de production en activité sur le site. Cependant tout est bon pour l'Etat pour justifier la casse, y compris le sabotage, à l'exemple d'un four qui aurait permis de couler des stocks d'acier sur site.

A Toul, on assiste à une mauvaise gestion délibérée pour diminuer la productivité du site et justifier sa fermeture. Par exemple, les camions de livraison des matières premières n'arrivent plus tout à fait pleins, on pousse parfois la production au maximum de quantité mais en détériorant la qualité des produits et en sacrifiant ainsi une part de rentabilité du site, on développe le travail le week-end pour augmenter le coût de travail horaire... Il s'agit d'une stratégie insidieuse, mise en œuvre sur plusieurs années.

Dégâts collatéraux des fermetures d'usines

Kléber-Toul absorbe 28% de la production de fil d'acier de l'usine Michelin de Golbey. La fermeture de Kléber-Toul pourrait ensuite servir à Michelin à justifier l'abandon de sa production de métal de Golbey pour importer. Les matières premières caoutchouc étaient fournies majoritairement par l'atelier mélange (le « haut fourneau » du caoutchouc) de Troyes, dont l'activité a baissé, suffisamment pour que se pose aujourd'hui la question de sa survie à terme.

Sacrifice d'activités rentables et de savoir-faire pour des intérêts égoïstes à court terme

Malgré un contexte (néolibéral) de libre échange et de dumping social croissants, les activités très spécifiques des aciéries de Pompey et de Kléber-Toul auraient permis de poursuivre leur production en France de manière rentable.

Cependant Kléber-Toul a été rachetée par un concurrent de productivité peut-être moindre, mais doté de plus gros moyens et capable de développer des stratégies prédatrices pour étendre son pouvoir.

Tout est bon pour réduire les coûts (délocalisation, pression sur les salariés) et/ou augmenter les profits (pression sur les fournisseurs et les acheteurs, captation d'argent public), et c'est d'autant plus facile pour des grandes entreprises. Mais, au lieu d'optimiser la production, la concentration des entreprises au sein de grandes multinationales pousse à sacrifier les savoir-faire et les activités économiquement rentables sur l'autel du profit maximum et de l'intérêt à court terme.

Quant à Pompey, même si c'est l'Etat qui a opéré le démantèlement, sa politique de restructuration a directement répondu aux intérêts des patrons de la sidérurgie et abouti à la délocalisation de la production d'acier.

Au lieu de conserver et de développer en France des activités originales et de haute valeur ajoutée, la politique de favoritisme de grands groupes, de « géants mondiaux », amène plutôt à la délocalisation de la production au profit du capital, mais au détriment des salariés, du pays et des citoyens.

Comment faire pour empêcher la fermeture d'une usine ?

Il est important que quelqu'un (notamment les syndicats) garde un œil sur les signes avant-coureurs des fermetures d'usines (baisse des investissements, mauvaise gestion délibérée...), afin d'alerter les salariés.

Malgré les alertes, à Toul, les salariés n'ont pas cru à l'abandon du site avant son annonce officielle. Cela tient notamment à un fonctionnement de plus en plus individualiste de la société, poussé par des changements d'organisation au sein des entreprises :

- rémunération individualisée permettant de masquer une baisse moyenne des salaires par des hausses substantielles pour certains employés,
- suppression des pauses communes permettant aux salariés de communiquer entre eux, notamment sur les questions d'organisation et de politique de leur entreprise,
- organisation d'équipes de salariés avec des objectifs de production communs, poussant aux dissensions en cas d'objectifs non atteints,
- organisation des plans sociaux bénéficiant aux plus anciens qui peuvent partir à la retraite mais laissant les autres sur le carreau, etc.

Peut-on concevoir des organisations d'entreprise bénéficiant à tous, et notamment aux salariés ?

Paradoxe des outils de productions, à la fois outils d'exploitation (de torture) et objets de fierté des employés. Le rapport à l'outil de production peut-il cesser d'être une torture pour les salariés ? A mesure du progrès technique, les outils deviennent plus ergonomiques et moins dangereux, ce qui bénéficie généralement à la productivité. Mais les entreprises profitent sans cesse des gains de productivité et de confort des outils pour rendre plus pénibles les horaires et l'organisation générale du travail.

Peut-on envisager la démocratie au sein de l'entreprise ? Pourrait-on imaginer un salaire égal pour tous, tenant ainsi compte de la pénibilité du travail ouvrier ? Réflexion sur les coopératives et l'autogestion. Quelle politique plus globale pour arrêter les gâchis dus à la recherche du profit maximum à court terme ? Ces questions débouchent inévitablement sur celle de la propriété des moyens de production.

Pour nous contacter Comité ATTAC-54

29 rue Guilbert de Pixérécourt, 54000 Nancy
Tél : 03 83 35 95 01 Site : www.attac54.org
Email : attac54@attac.org

MANIFESTATION CONTRE L'OTAN A STRASBOURG

VENDREDI CINE
D'ATTAC

Communiqué d'ATTAC France

L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord s'apprête à célébrer son sixième anniversaire à l'occasion de la tenue de son sommet qui se tiendra à Strasbourg et à Baden-Baden du 1er au 5 avril 2009.

L'OTAN, créée en 1948 à l'initiative de la Belgique, de la France, du Luxembourg, du Royaume Uni, des Etats-Unis et du Canada (Ainsi que de 5 autres pays d'Europe occidentale en tant qu'observateurs) avait pour mission initiale d'assurer la sécurité de l'Europe face à l'Union Soviétique.

L'influence des Etats-Unis sera toujours prédominante tout au long de la guerre froide qui oppose les « pays occidentaux » au bloc de l'Est. La chute du mur de Berlin en 1989 et l'effondrement de l'Union Soviétique n'y changera rien. Et c'est dans le cadre de l'OTAN que les Etats-Unis entraîneront leurs alliés dans la lutte contre le terrorisme et, du coup, dans le conflit Afghan.

La suite, nous la connaissons : des sales guerres avec, comme toujours, des victimes innocents, les « dégâts collatéraux » et des destructions souvent irrémediables au nom d'intérêts qui n'ont rien à avoir avec une réelle volonté de Paix.

C'est pourquoi nous vous appelons à venir manifester à Strasbourg le 4 avril 2009 contre les politiques militaires et nucléaires agressives de l'OTAN et à participer au contre-sommet pour affirmer qu'un monde de justice et de paix est possible.

Un collectif organise un bus pour aller à la manifestation du 4 avril à Strasbourg contre les politiques militaires et nucléaires de l'OTAN.

Départ : Samedi 04 avril à 10 H 00 de NANCY

Retour : Samedi 04 avril à 21 H 00 à NANCY

Participation de 15 euros par personne environ.

Pour vous inscrire, écrivez à Sébastien :

tataborges@yahoo.fr

ATTENTION : CHANGEMENT DE DATE !

dans le cadre de la mobilisation contre le G20

LET'S MAKE MONEY

film Autrichien du réalisateur de "we feed the world", Erwin Wagenhofer .

Débat animé par Gérard Gourguechon, inspecteur des impôts et syndicaliste, ancien secrétaire national du SNUI, ancien Vice-président du conseil scientifique d'Attac et membre du groupe fiscalité de la fondation Copernic

VENDREDI 27 MARS à 20h30 au Caméo St Sébastien

Ce film suit le circuit de l'argent à travers la mondialisation. Sa sortie nationale est prévue en avril et nous le proposons en avant première. C'est le tout premier film à démonter les bases du système libéral et ses conséquences humaines, démographiques et écologiques. Analysant et illustrant le fonctionnement du système financier à l'échelle globale et la manière dont les investisseurs récupèrent leurs revenus, les réalisateurs rendent visite aussi bien à des sociétés actives dans ce secteur qu'à des victimes de ce système. En adoptant une approche impartiale, ils expliquent de manière parfaitement compréhensible les mouvements de fonds et dévoilent à travers des preuves irréfutables les conséquences parfois désastreuses du capitalisme sauvage.

LA FIN DE LA PAUVRETÉ ?

France / États-Unis - 2008 - 98 mn, Débat animé par **Philippe Diaz**, réalisateur et Nicolas SERSIRON du Comité d'Annulation de la Dette du Tiers Monde

lundi 11/05 20h30,

Forum IRTS, 201 avenue Raymond Pinchard / 54000 Nancy, tarif : 3.80 € l'entrée

Ce documentaire engage une réflexion de fond sur les causes de la pauvreté de l'époque coloniale à aujourd'hui. Philippe Diaz et son équipe ont, durant deux ans, posé leur caméra dans les lieux les plus pauvres de la planète. S'appuyant également sur des interventions d'experts tels qu'Amartya Sen, Joseph Stiglitz ou Eric Toussaint, entre autres, le réalisateur redonne une nouvelle légitimité à une thèse controversée, défendue par Jeffrey D. Sachs : tout découle de 1492, des colonisations successives et de l'exploitation des richesses par les pays du Nord. N'est-il pas temps de se demander pourquoi aujourd'hui 25% de la population mondiale consomme plus de 85% des ressources de la planète ?

D'autre infos sur les manifestations sur Nancy et ses environs sur :

www.ecoutetpartage.fr

COLLECTIF
TRANSPORT

Réunion le 2 avril à 20h30.

(nous contacter pour connaître le lieu)

CAFE DEBAT
D'ATTAC

Réunion

**le lundi 6 avril à 20h,
à l'OS à l'ARETE,
10 rue de la Visitation
à Nancy**

(en face du Vertigo)

**Intervention de
Fabienne Nicolas,
du syndicat de la
magistrature
sur le thème :**

**La réforme de la Justice :
menaces sur les libertés.**

CAFE DEBAT
D'ATTAC

Réunion le lundi 4 mai à 20h,
à l'OS à l'ARETE,
10 rue de la Visitation à Nancy.

**Thème : la réforme
du système de santé**

ATTAC 54
sur les ondes

•Radio-Caraïb (90.7) :
tous les lundis à 18 h.

•Radio-Déclic (87.7 - 89.6 - 101.3) : le
lundi à 12 h et à 18 h, le samedi à 10 h.